

Le Président

Nos références : P_72_ARCEP_complétude

ARCEP

Madame Laure de La Raudière
Présidente
14 rue Gerty Archimède
75012 PARIS

Fait à Amiens, le 20 décembre 2024

Objet : réponse à la consultation publique du 12 novembre 2024

« Projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné »

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les observations du syndicat mixte Somme Numérique relatives au projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné.

Je vous remercie pour cette démarche, tant les sujets sont essentiels pour assurer une couverture qualitative de nos réseaux de fibre optique sur le territoire et pour l'ensemble de nos concitoyens. Je tiens à souligner que la complétude constitue une notion récente, que nous nous sommes appropriés par la force des choses et des événements, parce que des éléments de blocage externes nous empêchaient de finaliser le déploiement dans notre phase industrielle initiale. L'absence de service universel notamment, nous a malheureusement contraint et fait défaut pour légitimer le déploiement de notre infrastructure. Cela nous donnait l'impression de devoir toujours justifier notre intervention et nous a imposé de réinvestir sur des infrastructures tierces, là où d'autres n'ont pas eu ces contraintes.

Pour autant, il n'a jamais été question d'en laisser de côté et notre nature même de réseau d'initiative publique nous pousse naturellement à rendre raccordables l'ensemble des locaux de notre périmètre de compétence.

.../...

Dans ce contexte, nous avons besoin de stabilité règlementaire et d'un cadrage national clair et valable pour l'ensemble des acteurs du programme France très haut débit, pour assurer l'équité territoriale. Il nous paraît essentiel également de garder en mémoire les contraintes inhérentes à nos réseaux d'initiative publique pour préserver leur pérennité financière en termes d'exploitation et de maintenance.

De manière globale, il nous semble que les forces en présence présentent toujours un déséquilibre. Pourtant, les collectivités et établissements porteurs de RIP ont démontré leur professionnalisme, ont rempli leurs objectifs et prennent encore toutes leurs responsabilités pour répondre aux engagements pris auprès de l'Etat du déploiement 100% FTTH sur leur territoire de compétence, sans jamais se défausser.

Dans ce contexte, nous avons pris des mesures pour pallier les défaillances du système. Je vous remercie de porter la plus grande attention à l'arbitrage fait sur ces nouvelles recommandations qui peuvent porter de véritables déséquilibres financiers sur nos réseaux, tant les contraintes sont fortes pour les opérateurs d'infrastructures.

Je souligne apporter mon soutien entier à la réponse très complète apportée par l'AVICCA au nom de nos collectivités. Par ailleurs, je vous précise en particulier quelques éléments dans l'annexe ci-jointe.

En vous remerciant pour votre vigilance et votre écoute sur les préoccupations de nos territoires.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.



A handwritten signature in blue ink, appearing to be "P. Varlet".

Philippe VARLET

« Projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné »

Dans notre situation de délégant, maître d'ouvrage du réseau d'initiative publique, confié sous forme d'affermage à Altitude Infra, nous avons en particulier relevé les éléments cités ci-après.

Evolution de la notion de locaux « Raccordables », pourtant centrale dans l'évaluation de la complétude d'une zone

L'Autorité entend redéfinir la notion de logements et locaux à usage professionnel « raccordables ». Jusqu'à aujourd'hui, la notion de raccordable définie par l'Arcep, et reprise dans le cadre des travaux Interop', renvoyait à la notion de logements et locaux rattachés à un PBO mis à disposition (ci-après MAD). Cette interprétation est confirmée par la lecture des décisions antérieures de l'Arcep, notamment la définition figurant en Annexe 1 de la décision 2015-0776 : *« Ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique raccordable (ou simplement ligne raccordable) : ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique présentant une continuité optique entre le point de mutualisation et le point de branchement optique, ou entre le point de mutualisation et le dispositif de terminaison intérieur optique si le point de branchement optique est absent. On parle également de logement ou local à usage professionnel raccordable pour désigner le logement ou local à usage professionnel logement ou correspondant. »*

Le document mis en consultation publique traduit une évolution du périmètre de cette notion, pourtant établi depuis l'instauration du cadre symétrique en zone moins dense, alors même que la majorité des prises ont déjà été déployées, avec un effet rétroactif sur le parc : l'Autorité considère désormais que l'existence d'une continuité optique entre le PM et le PBO est une condition nécessaire mais non suffisante, et qu'il serait nécessaire au surplus que les locaux puissent être effectivement raccordés afin de maintenir le statut de raccordable.

Immeuble neuf

Nous confirmons l'intérêt de fournir le PAR sans contrepartie financière à toute personne qui le sollicite, comme c'est le cas sur notre RIP.

Sur le terrain, nous nous confrontons à de nombreuses difficultés opérationnelles concernant la création et la prise en charge et le statut de la portion de génie civil entre le PAR et le domaine privé. Il conviendrait donc que l'Arcep précise qui est propriétaire de cette portion de génie civil entre le PAR et le domaine privé, et donc qui est en charge de la RODP et en capacité d'instruire les DT-DICT ou, à défaut, d'indiquer quelle entité est susceptible d'apporter cette réponse.

Il convient également de ne pas reporter à notre charge financière complète la création d'infrastructures lorsque les câbles étaient installés en pleine terre ou dans les cas où les propriétaires n'avaient pas souhaité précédemment créer les infrastructures pour le réseau cuivre.

La notion de droit du terrain telle qu'exposée dans la recommandation de juillet 2023, ne nous semble pas appropriée dans sa mise en œuvre. En effet nous ne pouvons en faire une définition stricte pour chaque terrain. Pour preuve, dans les autres réseaux créés précédemment, il n'existe pas une chambre pour chaque parcelle. La disparition du Service universel a créé un vide juridique, que nous avons dû combler de manière pragmatique pour traiter les questions concrètes de nos concitoyens.

Identifier les promoteurs/propriétaires.

Il ne peut nous être demandé d'identifier 100% des Permis de construire et Demandes Préalables. Il devrait revenir au demandeur du permis de construire de contacter l'OI, comme cela est le cas sur l'ensemble des autres réseaux (eaux, gaz, électricité...). Il ne saurait être reproché à l'OI de ne pas avoir identifié un IMB ou de ne pas être parvenu à contacter le demandeur du PC/DP.

Le sujet est le même pour l'identification des immeubles neufs, il ne peut nous être reproché de ne pas connaître précisément l'état d'avancement des immeubles neufs. Nous ne disposons pas de moyens pour évaluer en temps réel les délais de construction ou identifier les décalages par rapport aux calendriers fournis en début de projet.

Notions de refus et blocages ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure

Notre territoire est particulièrement impacté par des zones touristiques avec des propriétés et résidences secondaires pour lesquelles les propriétaires sont difficilement identifiables, y compris avec l'appui des communes et du fichier Majic. Nous sommes confrontés à des absences de réponse, souvent débloquées par les locataires qui interpellent leur propriétaire pour obtenir le service sur fibre optique.

Ainsi, il faut souligner que dans un certain nombre de cas, il n'est pas possible d'identifier le tiers responsable du blocage.

Par conséquent, l'application de ces nouvelles demandes de l'Arcep ne pourrait être valable que pour l'avenir. Sanctionner l'OI, en prétextant de l'incomplétude de son réseau, sur la base de recommandations aussi tardives apparaîtrait en effet disproportionné et contraire au principe de non-rétroactivité.

Ainsi les promoteurs pourraient chercher à faire l'économie de contacter l'OI si celui-ci a l'obligation de les contacter. Or si l'OI est connu et dispose d'une page web dédiée, le promoteur/propriétaire ne l'est pas nécessairement et il peut être compliqué de le contacter.

Par ailleurs, l'obligation de contacter ces acteurs n'est assortie d'aucune obligation de leur part d'y répondre. Il conviendrait ainsi de travailler à des évolutions réglementaires destinées à contraindre ces acteurs de répondre aux sollicitations des OI.

Il ne faut pas retourner la responsabilité alors que nous n'avons pas les moyens juridiques et la légitimité pour déployer le réseau de fibre optique en tous lieux !

Raccordements des ZAC

Le projet de recommandation indique qu'il n'existe pas à ce jour d'obligation pour l'aménageur de déployer des câbles en fibre optique sur le domaine public des ZAC à aménager, et que ces travaux seraient par conséquent à la charge de l'OI au titre de l'obligation de complétude, y compris dans les ZAC neuves non couvertes par des ZAPM mais à proximité immédiates du réseau d'un OI.

Il s'agit à nouveau d'une extension du périmètre d'intervention de l'OI, générant des surcoûts pour les OI liés aux déploiements dans la partie correspondant au « domaine public de la ZAC » et aux versements des redevances d'usages des fourreaux construits et exploités par les gestionnaires des ZAC.

Conclusion

Il convient de souligner que l'ensemble des demandes formulées par l'ARCEP dans le cadre de cette consultation arrivent tardivement dans le processus de déploiement. De plus, ces nouvelles demandes génèrent des coûts supplémentaires significatifs, non anticipés dans nos plans d'affaires initiaux.